

Le Forum de Davos

Le jeu des élites mondiales dans la globalisation



Par Jean-François
Fiorina

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

À l'origine, il s'agit de
"familiariser les entreprises
européennes avec les
pratiques de management
en vigueur aux États-Unis".

Le traditionnel Forum économique mondial vient de s'ouvrir à Davos, dans le canton des Grisons, à l'est de la Suisse. C'est le 40^e anniversaire de cette réunion annuelle du "*gotha mondial des affaires et de la politique*". Considéré comme un club de riches, le Forum peine à asseoir sa légitimité, notamment au sein des médias, et son organisation nécessite toujours un déploiement sécuritaire impressionnant. Il fait bien sûr l'objet de très vives critiques de la part des altermondialistes, qui lui opposent depuis 2011 le Forum social mondial, prévu cette année au mois de mars à Tunis. Davos est-il pour autant un réel lieu de pouvoir ? Pour Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, rien n'est moins sûr : "*Davos n'est pas le lieu où on peut faire avancer des idées. Je pense que le monde n'est pas dirigé par deux cents personnes. En Tunisie, les gens ne sont pas dirigés par Davos*"... Mais alors, de quoi Davos est-il le nom ? À quoi et à qui sert-il ? Apporte-t-il les bonnes réponses à des États et à des entreprises confrontés à une mondialisation de plus en plus complexe, voire chaotique ?

La réunion annuelle de Davos, qui se tient cette année du 23 au 27 janvier, est la manifestation la plus visible du Forum économique mondial (*World Economic Forum - WEC*), une organisation internationale indépendante créée en 1971 par l'économiste suisse Klaus M. Schwab. Son objectif ? Ni plus ni moins que "*l'amélioration de l'état du monde*", par la rencontre et les échanges entre décideurs politiques, économiques et représentants de la société civile. À l'origine, Schwab, dont l'initiative est placée sous le patronage de la Commission européenne, entend "*familiariser les entreprises européennes avec les pratiques de management en vigueur aux États-Unis*". Il promeut en particulier la "*stakeholder management approach*", qui lie le succès d'une entreprise à la prise en considération des intérêts de toutes ses parties prenantes, à savoir non seulement les actionnaires et les clients mais également les employés et les communautés (politiques, médiatiques, sociales...) au sein desquelles elle évolue. Progressivement, le *World Economic Forum*, qui adopte définitivement ce nom en 1987, s'ouvre donc aux gouvernements, entrepreneurs sociaux, autorités religieuses, universitaires, responsables de médias et d'ONG - voire aux simples citoyens via l'*Open Forum Davos* organisé depuis 2003, dans l'enceinte de l'école locale, en marge des réunions officielles.

Ce souci d'ouverture se retrouve dans la dématérialisation des échanges. Les séances plénières peuvent être suivies sur Internet et des plateformes ouvertes sur les réseaux sociaux permettent aux internautes de participer aux débats.

Davos, un simple club d'affaires ou "le lieu de rencontre des maîtres du monde" ?

"L'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse."

La vision générale promue par Davos est celle d'un "capitalisme compatissant" (*Compassionate Capitalism*), soit "une forme de capitalisme qui vise tant à générer des bénéfices qu'à résoudre les injustices dans le monde et qui exploite les forces du marché pour répondre aux besoins des plus démunis". Mais, derrière ces bonnes intentions et des discours un peu convenus, de quoi s'agit-il précisément? Pourquoi le Forum de Davos déclenche-t-il toujours autant de polémiques?

"L'homme de Davos", représentant d'une élite mondialisée

Davos reste pour beaucoup "le lieu de rencontre des maîtres du monde, le centre de l'ultralibéralisme, de la globalisation du capital et de la pensée unique". Fabrizio Sabelli, ethnologue et économiste italien, estime ainsi que "Davos est un petit lieu stratégique où une caste mondiale dûment sélectionnée de gens qui ont du pouvoir se retrouvent pour faire le point sur les manières d'accroître leur pouvoir". Pour le journaliste Erik Izraelewicz, ancien directeur des *Echos* et de *La Tribune*, qui était il est vrai un familier du Forum, "Davos est [simplement] un club d'affaires. Les patrons paient très cher pour échanger des cartes de visite, rencontrer leurs partenaires, leurs concurrents, des ministres et amorcer des affaires".

Le *World Economic Forum* est en effet à l'origine, et toujours dans ses gènes, un club initié par et pour les grandes entreprises. Fondation à but non lucratif, son financement est assuré par les quelques 1 000 sociétés membres, qui doivent s'acquitter de droits d'adhésion annuels de 34 000 euros, auxquels s'ajoutent 14 000 euros pour participer à la réunion de Davos. Pour les grosses multinationales, cela représente un investissement de plusieurs centaines de milliers d'euros. L'organisation se doit donc d'être à leur image, et servir leurs intérêts. Son *board* se compose ainsi de la directrice du FMI, Christine Lagarde, de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de la reine Rania de Jordanie ou encore de représentants d'universités (Yale, Singapour, Keio à Tokyo), mais surtout de dirigeants de très grandes firmes mondiales comme Carlos Ghosn (Renault-Nissan), Joseph Ackermann (Zurich Insurance Group), Peter D. Sutherland (Goldman Sachs), Maurice Levy (Publicis), Peter Brabeck-Lethmathe (Nestlé), Indra Nooyi (Pepsico), etc.

Philippe Moreau Defarges, de l'IFRI, pointe un "club de très haut niveau, un espace fermé dans lequel on n'entre qu'à la condition d'être accepté par ceux qui sont déjà dans la place". Le risque de cette endogamie est évident: développer une forme de pensée unique, certes conforme aux objectifs et intérêts des élites de la mondialisation, notamment face aux vieux États-nations. Mais aussi rétive à toute critique et totalement déconnectée de la réalité "telle que vécue par les individus dans un contexte de chômage massif et d'inquiétudes pour l'avenir" (Françoise Gri, Directrice générale de Pierre & Vacances - Center Parcs). Cependant, sa force tient justement en ce qu'elle constitue l'ébauche de la reconnaissance d'une superclasse mondiale. Le Britannique Mark Malloch Brown, ancien vice-secrétaire général de l'ONU, le reconnaît: "Quand on déambule dans les soirées de Davos, on se rend compte qu'on y connaît plus de gens que lorsqu'on se promène dans les parcs de nos villes respectives." Samuel Huntington peut ainsi dénoncer l'"homme de Davos" (*Davos Man*) comme "un apatride isolé du reste de l'espèce humaine, dont il ne comprend plus les préoccupations". Jacques Attali avait pour sa part appelé dès 1996 à l'avènement de ces "tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuses de solidarités originales", se reconnaissant dans un certain nombre de valeurs: "L'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse" (Michael Hartmann, *Le Monde diplomatique*, août 2012).

"Davos, c'est la capitale de la mode des idées, le défilé des idées à la mode", remarque ironiquement Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux *Echos*. Participant assidu depuis 1994, son constat est amer: "Davos ne devrait plus exister: c'est un endroit où on s'est trompé sans arrêt, qui a porté aux nues les causes de la crise. Davos devrait se déliter. Et pourtant ce n'est pas le cas".

Davos, pour quoi faire ?

Le thème général retenu cette année est "la résilience dynamique". À travers celui-ci, les participants doivent traiter des principaux risques identifiés dans le rapport *Global Risks 2013* du WEF, parmi lesquels les disparités profondes de revenus entre les particuliers, les déséquilibres budgétaires chroniques des gouvernements, ou encore l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre. La santé y tient une place centrale, avec des travaux sur l'avenir des systèmes nationaux de santé... et la participation de la plupart des grandes firmes pharmaceutiques !

Derrière ces débats, où peuvent se jouer pour partie les normes (et les marchés) de demain, le WEC développe une stratégie d'influence permanente, à l'instar de son modèle américain initial. Il a ainsi fondé les *Young Global Leaders* (2005) puis le *Global Shapers Community* (2011) pour repérer et promouvoir les *leaders* du monde de demain, susceptibles de véhiculer sa vision de la globalisation. Il est également à l'origine de nombreuses initiatives qui fédèrent de multiples partenaires publics et privés. Ainsi la *Global Health Initiative* (GHI) pour renforcer la lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, la *Global Education Initiative* (GIE) visant à mettre à disposition du matériel informatique et à développer les méthodes de *e-learning* dans un certain nombre de pays (Égypte, Inde, Jordanie, Rwanda...). Ou encore la *Partnering Against Corruption Initiative* (PACI) signée par 140 entreprises à travers le monde.

Vecteur d'influence, le WEC est aussi devenu un lieu de pouvoir. Pouvoir économique, d'abord : le passage par Davos est devenu "quasi-impératif pour les gouvernants des pays émergents et pauvres qui veulent attirer chez eux les investisseurs occidentaux". Mais aussi pour tout gouvernement occidental qui doit "rassurer les investisseurs et les banquiers, prouver le sérieux de sa gestion" (P. Moreau Defarges). Pouvoir politique aussi, si l'on songe aux "coups médiatiques" constitués par la "Déclaration de Davos" entre la Grèce et la Turquie au bord de l'affrontement armé (1989), la première apparition commune du président sud-africain Frederik W. De Klerk, de Nelson Mandela et du chef zoulou Mangosuthu Buthelezi (1992), ou bien la rencontre entre Yasser Arafat et Shimon Peres autour d'un projet d'accord sur Gaza (1994)...

Davos représente bien cette aspiration nouvelle des entreprises, conscientes de la réalité du monde, à tenter de modeler leur environnement, à peser sur les débats qui les concernent. Y compris dans des domaines autrefois régaliens, comme la sécurité ou la diplomatie. On pourra cependant objecter que les entreprises en question ne représentent pas les intérêts des PME, ou même des ETI, qui constituent l'essentiel de notre tissu économique et ont une vision moins irénique de la mondialisation. On pourra surtout s'interroger sur la légitimité de ce type d'organisations non démocratiques, représentatives d'une "idéologie de la gouvernance" qui entend contester aux États le monopole de la décision politique (cf. note CLES n°89, 06/12/2012). Il n'en demeure pas moins qu'en situation de crise, l'État reste "l'assureur en dernier ressort". Et le seul protecteur des populations. ■

Pour aller plus loin : *Global Risks 2013*, World Economic Forum, www.weforum.org; *Le Forum de Davos - Les patrons milliardaires forment-ils une gouvernance planétaire ?*, par Philippe Moreau Defarges, AFRI, Volume VIII, 2007; "Le mythe de la 'classe globale'", par Michael Hartmann, *Le Monde diplomatique*, août 2012.

EXTRAIT :

"Le WEF gouverne-t-il le monde?" - "Le WEF n'est pas le Conseil des Dix de Venise, cette instance aristocratique qui gouvernait dans le secret la République de Saint-Marc. Davos n'est pas un mécanisme décisionnel structuré; il ne dispose pas d'un appareil politico-bureaucratique préparant puis exécutant ses décisions." (Philippe Moreau Defarges, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>